

Dr. Olivier Buirette

Depuis quelques semaines, nous assistons à la résurgence d'un conflit qui a vu le jour au début des années 1990, lors de la dissolution de la Yougoslavie. En effet, le torchon brûle entre la République de Macédoine, désormais indépendante de l'ex fédération portant le nom de « FY-ROM » ou « ARYM » (Former Yougoslave Republic Of Macedonia), et la Grèce voisine qui possède une région du nom de Macédoine qu'Athènes qualifie de seule et unique « Macédoine historique » et qui correspond au centre du royaume macédonien d'Alexandre le Grand et de son père Philippe II ayant pour capitale la cité antique de Pella.

L'origine de cet antagonisme démarra en 1991 quand l'ex-République yougoslave devait se doter d'un drapeau national portant pour emblème le soleil dit « de Vergina » qui était le symbole de la première capitale de la Macédoine antique. En réalité, ce qui pose encore problème aujourd'hui est essentiellement l'utilisation par cette République du nom de « Macédoine », car du côté grec on considère qu'une seule et unique Macédoine existe, soit la province située au nord de la Grèce. Si l'on se penche sur l'histoire de cette région, il existe en fait plusieurs Macédoines et, après la chute de l'éphémère et gigantesque Empire alexandrin

Retour de tensions entre « FYROM » et Macédoine grecque ?

au IVe siècle avant notre ère. Rome réorganisa la région en une grande province de Macédoine comportant, au nord, une partie de la « FYROM » actuelle et, à l'ouest, l'Albanie, ceci se poursuivant avec le découpage régional de l'Empire romain d'Orient, à savoir : Byzance.

On constate donc que la réalité territoriale de la Macédoine est antiquement complexe et dépasse largement le territoire de Philippe II et de ses successeurs, d'autant plus que le XXe siècle ne sera pas en reste puisque la région se retrouvera au cœur des guerres balkaniques de 1912 et 1913. Voici pourquoi:

On peut dire en réalité qu'il existe quatre Macédoines différentes. La première est celle revendiquée avec véhémence par les Grecs : la Macédoine antique. Mais comme nous l'avons souligné, celle-ci voit son territoire agrandi en tant que province dès l'Empire romain et au moins jusqu'à Byzance, ce qui nous mène au XVe siècle de notre ère. La seconde est celle que les Bulgares revendiquent, à savoir la région située autour de la ville et du lac d'Ohrid qui est considérée par ces derniers comme ni plus ni moins le « berceau de leur culture ». La troisième Macédoine est celle qui est revendiquée par la Serbie et qui est notamment l'un des enjeux des deux guerres balkaniques. Enfin, la quatrième apparait récemment avec les problèmes liés à la minorité albanaise de Macédoine qui s'agite régulièrement et pèse sur la vie politique de la jeune République.

Nous sommes donc en présence d'une situation complexe et qui s'enflamme régulièrement au nom d'une des identités décrites ici, voire - ce qui est encore plus inquiétant - au nom des quatre revendications évoquées.



Il faut enfin ajouter à cela une ultime raison qui remonte à la création de la Yougoslavie socialiste de Tito après 1945 et le projet de celui-ci de créer une Grande Yougoslavie qui aurait réuni autour du territoire de la fédération l'Albanie, la Bulgarie et à la Grèce ; permettant ainsi de reconstituer cette grande province de Macédoine en regroupant les quatre Macédoines.

On le sait, cela ne fut pas permis par Staline et ce rêve fut l'une des raisons qui coûtèrent en 1948 à la Yougoslavie son exclusion du camp socialiste.

L'ensemble des raisons que nous avons évoqué explique le comportement actuel des nationalistes grecs qui manifestent dès que réapparait la question de la « FYROM », ceci faisant de cette région un point instable des Balkans qui motive d'autant plus le souhait de la République macédonienne d'affirmer sa candidature dans l'Union européenne. Nous avons ainsi vu à quel point la tension pouvait être importante, touchant même l'utilisation d'Alexandre le Grand pour nommer l'aéroport de la capitale de la République, Skopje.

Dans un tel contexte, espérons que les récentes déclarations, datant de février dernier, du Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, quant à un statut intermédiaire à l'adhésion de l'Albanie et des cinq Républiques ex-yougoslaves permettent de calmer cette nouvelle reprise des tensions internationales dans la ré-



Mireille Sadège

Rédactrice en chef Docteur en histoire des relations

Depuis la fin de la guerre froide, l'Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN) suscite bien des interrogations. En effet, pour de nombreux observateurs politiques et militaires cette « organisation 'viscéralement anti-russe' n'avait plus de réelle raison d'être face aux velléités expansionnistes soviétiques évanouies ». C'est ainsi que, dans les années 1990, l'ancien Président de la République francaise François Mitterrand a tenté de lancer une Europe de la défense comme une alternative à cette organisation qui, d'après lui, ne correspondait plus à la nouvelle donne stratégique mondiale. Il a échoué, car d'une part les Américains ne voulaient pas abandonner leur mainmise sur la défense européenne et d'autre part, car les pays européens ne désiraient pas s'affranchir de l'aide américain dans ce domaine. Nous avons alors assisté aux manœuvres américaines afin d'adapter l'OTAN aux nouvelles exigences sécuritaires de l'après-guerre froide : des compétences supplémentaires, mais aussi un élargissement géographique des frontières de l'Alliance et surtout une évolution de son objectif qui passait de la défense au maintien de la sécurité. Finalement, l'intervention de l'OTAN en Bosnie a fini par légitimer l'existence de l'Organisation. Mais les conflits et les guerres provoqués

par « le Printemps arabe » ont engendré

OTAN-UE, le désamour?

des mouvements migratoires et ravivé le problème du terrorisme qui rendent notre monde plus instable que durant la guerre froide. L'inefficacité de l'OTAN en Afghanistan et son absence dans la lutte contre le terrorisme raniment de nouveau des interrogations à l'encontre de cette organisation. Le président américain Donald Trump lui-même invoque des problèmes » et qualifie l'OTAN d'« obsolète ».

Selon François Géré, président de l'Institut français d'analyse stratégique (Ifas) : « L'OTAN souffre d'une divergence d'intérêts entre ses États membres. Les pays du Nord et du Centre-Europe s'inquiètent du renouveau d'une menace russe. Les autres États se préoccupent davantage de la lutte contre le terrorisme au Moyen-Orient et d'une riposte non-militaire au problème des flux migratoires ». François Géré ajoute que « Pour ressouder l'OTAN, il faudrait identifier une menace majeure - qui ne peut venir que de Russie - contre les États membres ou que les États-Unis acceptent de prendre en charge l'essentiel du fardeau de la défense de l'Europe». Des options qui semblent difficiles à concrétiser, car les Européens ne sont pas convaincus par la menace russe, mais aussi, car l'actuel président américain refuse de payer et exige que les Européens augmentent leurs dépenses militaires afin de contribuer davantage

C'est dans ce contexte que s'est déroulée, les 14 et 15 février à Bruxelles, une rencontre réunissant les chefs de la diplomatie des pays membres de l'OTAN. Son objectif était de trouver des pistes de réflexion pour adapter les structures du commandement de l'OTAN « aux nouvelles menaces venant de certains États, au premier rang desquels la Russie ». En effet, cette dernière « n'est plus un partenaire tel qu'on l'avait envisagé en 2002, au moment de la création du conseil OTAN-Russie ». À cela s'ajoutent « les flux migratoires qui perturbent la sécurité mondiale », mais aussi « les progrès nucléaires nord-coréens et les développements militaires chinois ». D'après le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, cette demande d'adaptation de l'Alliance est proposée par ses responsables militaires. En revanche, nous n'en sommes qu'au début des pourparlers. Si tout va bien, les décisions concrètes seront prises lors de la réunion de juin afin d'être entérinées politiquement au sommet des 29 alliés qui se tiendra en juillet prochain à Bruxelles. L'OTAN n'est pas seulement confrontée aux défis liés aux réformes et à l'adaptation de ses structures. Elle doit aussi

convaincre ses alliés européens. C'est ce qui ressort de la conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Munich le 16 février et qui réunissait les chefs d'État ou de gouvernement et ministres du monde entier. Par ailleurs, il était aussi question des relations entre l'UE et l'OTAN. Les ministres de la Défense français et allemand, tout en rassurant l'OTAN, ont déclaré : « Nous voulons rester transatlantiques et en même temps devenir plus européens ». Les deux ministres ont souligné la volonté du couple franco-allemand de relancer le projet de la défense européenne en indiquant : « Il faudra que nous ayons notre autonomie stratégique, dans le bon sens du terme, c'est-à-dire notre autonomie sans obliger les États-Unis à venir à notre chevet ». Rappelons que, en décembre 2017, l'Union européenne (UE) a lancé un projet de coopération afin de développer des capacités de défense et d'investir dans des projets communs. La ministre française, Florence Parly, n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler que son pays a annoncé qu'il allait consacrer, d'ici 2025, 2% de son PIB aux dépenses de défense. Inutile d'indiquer la crispation et la méfiance que ces déclarations suscitent auprès de l'OTAN et des Américains.

Plus de deux décennies après les tentatives de François Mitterrand de porter le projet d'une Europe de la défense comme alternative à l'OTAN, voilà qu'Emmanuel Macron reprend le flambeau en s'alliant à l'Allemagne.

S'agit-il réellement d'un bras de fer pour créer une véritable Europe de la défense capable d'agir indépendamment de l'OTAN et des Américains, ou bien sommes-nous juste témoins d'une posture afin de peser davantage dans les négociations qui auront lieu prochainement pour adapter les structures de commandements l'OTAN ?